

An nou fè kon twavayé Gwadeloup!

Eh oui, *Faisons comme les travailleurs de la Guadeloupe !*

Ici, ce serait bien le moment. Après l'énorme succès des manifestations du 29 janvier, Sarkozy a attendu une semaine pour prendre la parole. Les seules mesures concrètes annoncées l'ont été en faveur du patronat, avec la suppression de la taxe professionnelle. Le matin même, le Medef en avait émis le souhait : aussitôt souhaité, aussitôt exaucé !

Après les milliards trouvés pour secourir les banques, cette nouvelle mesure coûtera au bas mot 8 milliards d'euros à l'Etat, dont seront privées les collectivités territoriales. Par contre, Sarkozy a tenu à montrer qu'il n'était pas question de céder aux revendications salariales. Il maintient le cap vers ce qu'il appelle des « réformes », autrement dit toute une série d'attaques envers les travailleurs. Le chômage ne cesse d'augmenter, mais l'Etat va continuer à supprimer des emplois, puisqu'un fonctionnaire sur deux ne sera pas remplacé. Quant à l'augmentation du Smic, Sarkozy a osé affirmer qu'il n'en était pas question et qu'« après tout, cela ne concerne que 17 % des salariés ».

Une suite au 29 janvier

Sarkozy convie les syndicats à une journée de discussion le 18 février, pour mettre au point un « agenda social 2009 ». Il veut gagner du temps, et empêcher qu'une suite au 29 janvier ne soit immédiatement annoncée. Il espère occuper les directions syndicales en les faisant discuter de sujets qu'il aura lui-même préalablement choisis. Il est évident qu'il n'a rien à proposer, sinon de continuer à faire payer la crise par les classes populaires. Il est tout aussi évident qu'il faut donner une suite au 29. Selon une étude CSA, 61 % des Français souhaiteraient que les syndicats « appellent à poursuivre la mobilisation » ! Nous savons tous qu'une journée d'action isolée ne suffit pas à faire reculer un gouvernement.

De fait, la suite de la mobilisation du 29 a peut-être déjà démarré. Dans les universités, enseignants-chercheurs et étudiants ont commencé à se mobiliser. Des manifestations ont rassemblé de 36 000 à 50 000 personnes jeudi dernier, et de

nouvelles manifestations sont prévues ce mardi. Dans le privé, ici et là, des grèves éclatent, comme à Lear, fournisseur de sièges pour PSA, ou à NextiraOne France, ancienne filiale d'Alcatel.

La Guadeloupe et la Martinique donnent l'exemple

Mais c'est surtout en Guadeloupe qu'est donné l'exemple à suivre : depuis le 20 janvier, l'île est paralysée par une grève générale contre la vie chère. Les travailleurs réclament une baisse immédiate de 50 centimes sur le prix des carburants, la titularisation des travailleurs précaires et des intérimaires, le gel des augmentations de loyers, la baisse du prix de l'eau, de l'électricité, des transports et des produits de première nécessité, et surtout une augmentation de 200 euros des salaires, des retraites et des minima sociaux.

Malgré les manœuvres du ministre de l'Outre-mer Yves Jégo qui, tente de jouer les médiateurs sur place (mais vient de se ridiculiser en rentrant précipitamment en France), le collectif « Liyannaj kont pwofitasyon » (Alliance contre l'exploitation outrancière) qui dirige le mouvement, maintient ses exigences. Après les promesses du gouvernement de geler l'implantation de nouvelles stations services, les gérants ont cessé le mouvement, mais pas leurs employés. Car la force des travailleurs, c'est la grève. Alors que la grève se poursuit justement en Guadeloupe, le mouvement vient de démarrer jeudi 5 février en Martinique. Si Sarkozy s'est bien gardé de faire référence à ces luttes d'outre-mer jeudi soir, ce n'est peut-être pas seulement par mépris, mais surtout par crainte de la contagion !

Ici aussi nous connaissons la vie chère et la précarité des emplois. L'idée d'une grève générale en France inquiète le gouvernement, la ministre de l'économie Christine Lagarde a fait savoir qu'elle considérait les troubles sociaux comme « un risque majeur » de la situation actuelle. A bon entendeur... Si les syndicats tardent à prévoir un calendrier de mobilisation, à nous d'en décider !

Travailler moins pour gagner moins

Michel Gornet, membre de la direction de Renault, a fait part au journal Le Parisien du 2 février des dernières réflexions de Renault sur « un nouveau mode d'indemnisation du chômage partiel », étendu cette fois-ci à l'ingénierie et aux services administratifs. Renault lui a déjà trouvé un nom : le TPC pour Temps Partiel Compensé (ou Travailleur Pas Cher).

L'Etat serait prié de mettre la main au portefeuille et les salariés d'accepter une baisse de leur salaire.

Renault est toujours prêt à partager les pertes. Les profits, les patrons se les gardent.

Mise en scène

Les résultats financiers de l'année 2008 seront présentés jeudi 12 février 2009. Conférence de presse de Ghosn et Pelata, puis réunions de déploiements dans les secteurs. C'est désormais un classique.

L'occasion pour la direction de faire sa propagande et de nous préparer à faire de nouveaux sacrifices pour sauver la marge opérationnelle. Mais ce n'est pas aux salariés de payer la crise du système capitaliste.

Pour un plan de relance des salaires

A Vestalia (maintenance, courrier..), le plan salaire 2009 est entré en vigueur dès janvier. Résultat : une augmentation moyenne d'environ 28 €/mois, avec même 18 € pour certains.

Les non cadres qui gagnent plus de 1500 € brut ont royalement 1 % d'AGS (Augmentation Générale des Salaires), les autres 2 % avec un talon de 30 €. Le tout saupoudré avec 1,6 % d'AI (Augmentation Individuelle). Les cadres ne font guère mieux : 3 % en moyenne.

Ce plan salaire a besoin d'une sérieuse révision. A Vestalia comme à Renault, c'est au moins 300 € qu'il nous faut.

Sciberras du volant

Jean-Christophe Sciberras n'a pas fini sa période d'essai. Nommé le 1^{er} octobre 2008 DRH du Pôle Emploi (fusion ANPE-ASSEDIC), l'ancien DRH de l'Ingénierie Renault en a été remercié le 2 février 2009.

L'as de la négociation sociale aurait « essayé d'imposer des méthodes inspirées de Renault » (AFP). Il semblerait qu'il se soit pris les pieds dans le tapis... vert et qu'il ait fait une sortie de route.

Au moins, il connaît déjà les lieux pour s'inscrire au chômage.

La France finance, Renault récupère

Après la suppression de la taxe professionnelle en 2010, le gouvernement vient d'annoncer 7,8 milliards d'aides supplémentaires pour l'automobile.

Voilà du cash pour Renault. Mais ces milliards, les travailleurs n'en voient guère la couleur : les suppressions d'emplois et le chômage technique s'amplifient. A quand un plan de sauvegarde des salaires et des emplois ?

Poison nationaliste

En échange des milliards d'aides publiques, Sarkozy demande aux constructeurs automobiles de ne pas fermer d'usine en France et de ne pas délocaliser. Mais la démagogie nationaliste n'a jamais empêché aucun licenciement.

Même sans fermer de site directement, les constructeurs, comme les sous traitants, réduisent leurs effectifs. Et puis si les autres pays prenaient en retour des mesures protectionnistes, cela se retournerait contre les exportations françaises et on ne serait pas plus avancés.

La crise actuelle a pour origine la course au profit et le capitalisme. Pas besoin d'aller chercher ses responsables en dehors de nos frontières.

Fax et attrapes

Pour faire des économies, tout est bon, même le pire. Cette semaine, des centaines d'imprimantes seront retirées des plateaux. L'objectif est de passer d'1 imprimante pour 10 personnes à 1 pour 30.

Prochaine étape : la suppression d'un siège de bureau sur 2 ?

Agence tous risques

Dans le cadre du plan de départs, la direction racle les fonds de tiroir et nous invite à devenir chef d'une agence Renault. Vu la baisse des ventes, faut vraiment avoir le profil kamikaze.

Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes !

Après dix ans de bénéfices, Nissan vient d'enregistrer ses premières pertes. Ghosn a aussitôt annoncé 20 000 suppressions d'emplois et le « partage du travail », c'est à dire une baisse de revenu pour ceux qui restent.

Nissan annonce parallèlement une baisse de rémunération de ses dirigeants. Mais c'est un rideau de fumée : les véritables sacrifices, ce sont les travailleurs qui les subissent.

Il y a 10 ans, Ghosn avait déjà licencié 21 000 salariés pour « sauver » Nissan. Qu'il arrête de sauver des entreprises.